

Ecrit par le 4 février 2026

Vaucluse : les Edes se joignent au dispositif 'plainte hors les murs'



Cinq départements français, dont le Vaucluse, ont répondu favorablement à une sollicitation de l'Etat qui a mis en place un dispositif expérimental de 'plainte hors les murs'. L'objectif est de faciliter l'accueil, la prise en charge et l'accompagnement des femmes victimes de violences.

Après un [triste féminicide](#) à Vauvert en juillet dernier et les 1ères assises des violences, le dispositif entend libérer la parole et rendre le dépôt de plainte plus accessible. Les victimes ne sont plus dans

Ecrit par le 4 février 2026

l’obligation de se rendre dans un commissariat ou dans une gendarmerie, ce qu’elles redoutent parfois de faire, parce qu’elles sont surveillées par leurs harceleurs ou bien parce qu’elles ont peur d’être mal accueillies. En France, le Pas-de-Calais, le Morbihan, la Sarthe et la Haute-Corse participent au dispositif. En région parisienne, la ville de Saint-Denis ainsi que le 13ème et le 14ème arrondissement de Paris sont également associés.

C’est en visite dans le département de Vaucluse, que le ministre de l’intérieur, [Gérald Darmanin](#) a lancé [cette expérimentation](#) permettant à des équipes de police et de gendarmerie de recueillir les plaintes de femmes victimes hors les murs des commissariats de police et des brigades de gendarmerie. Elles ont ainsi la possibilité de déposer leur plainte, si elles le souhaitent, chez des proches, à l’hôpital, ou bien au sein de structures à proximité de chez elles.

Répondant à l’invitation du préfet de Vaucluse, Bertrand Gaume, la présidente du Conseil départemental, [Dominique Santoni](#), a accepté que huit [Espaces départementaux des solidarités](#) (Edes), structures médico-sociales du Département réparties à travers tout le territoire puissent être associées à cette expérimentation. Ces structures d’accompagnement médico-social proposent déjà aux femmes des services de proximité afin de régler leurs problèmes financiers, familiaux, sanitaires et professionnels.

8 Edes assurent l'accueil des victimes, quel que soit leur lieu de résidence :

- Edes Avignon-Est et Centre-ville : 04 32 74 61 00
- Edes Avignon-Ouest : 04 90 13 80 20
- Edes Avignon-Sud : 04 90 81 49 40
- Edes Montfavet : 04 32 40 43 00
- Edes Bollène : 04 90 30 11 34
- Edes L’Isle-sur-la-Sorgue : 04 90 21 29 00
- Edes Pertuis : 04 90 09 27 00
- Edes Vaison-la-Romaine : 04 90 36 53 50

Violences faites aux femmes, Prise de plainte hors les murs

Ecrit par le 4 février 2026



C'est Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur, qui a annoncé le déploiement de ce dispositif expérimental dans plusieurs départements, dont le Vaucluse et durant 6 mois, afin de renforce l'accueil, la prise en charge et l'accompagnement de victimes de violences conjugales et sexuelles. Il associera plusieurs acteurs institutionnels, judiciaires et associatifs jusqu'au 15 mai 2022.

Objectif

Recueillir la plainte de la victime dans un environnement rassurant qui garantisse la confidentialité des déclarations tout en favorisant la libération de la parole. Cette alternative est proposée aux personnes réticentes à passer la porte du commissariat ou de la brigade.

Les zones d'intervention

La zone police intervient pour Avignon et la zone gendarmerie pour les trois secteurs : L'Isle-sur-la-Sorgue, Fontaine-de-Vaucluse, le Thor et Saumane.

Orange, Châteauneuf-du-Pape, Caderousse, Cairanne, Camaret, Courthézon, Jonquières, Lagarde-Parréol, Mornas, Piolenc, Sainte-Cécile-les-Vignes, Saint-Roman-de-Malegarde, Sérignan, Travaillan, Uchaux et Violès.

Ecrit par le 4 février 2026

Pertuis, Ansouis, Beaumont-de-Pertuis, Cabrières-d'Aigues, Grambois, La Bastide-des-Jourdans, La Bastidonne, La Motte-d'Aigues, La Tour d'Aigues, Mirabeau, Peypin-d'Aigues, Sannes, Saint-Martin-de-la-Brasque, Villelaure, Vitrolles-en-Luberon.

La prise de plainte

La prise de plainte pourra se faire au domicile de la victime ou d'un proche ; dans un établissement de santé, dans une association partenaire. Cette expérimentation pourrait évoluer en élargissant prenant pour partenaires médecins et pharmaciens de ville.

MH

1ères assises des violences faites aux femmes, pour que l'innommable cesse

Ecrit par le 4 février 2026



Après un triste féminicide à Vauvert en juillet durant lequel une mère de famille a été poignardée devant ses enfants, les 1ères assises des violences faites aux femmes revêtaient une symbolique particulière au Pont du Gard.

« Depuis le début de l'année dans le Gard, nous comptons un féminicide et une tentative avec une hache entraînant de graves blessures », annonce d'emblée Eric Maurel, procureur de la République de Nîmes. L'événement organisé ce mardi 14 septembre par la Communauté de communes du Pont du Gard, le CIDFF (Centre d'information sur les droits des femmes et des familles) du Gard, avec le soutien de la Préfecture, a réussi le pari de réunir autour de la table tous les acteurs confrontés à la détresse d'une femme battue.

Le ton est grave : « Nous avons une responsabilité collective dans le respect du triptyque républicain : liberté, égalité, fraternité. Nous devons prendre soin de nos frères et sœurs en humanité et respecter ce pacte social. » L'implication d'Anthony Cellier, député du Gard, est du même acabit : « Ce sujet est resté

Ecrit par le 4 février 2026

trop longtemps tabou, la peur doit changer de camp. Nous devons tous échanger autour de cette honte nationale. »

Dans l'auditoire ? Des professionnels de santé, des policiers, des gendarmes, des avocats, des travailleurs sociaux... Tous sont animés par la même volonté, coconstruire des solutions pour une prise en charge efficace sur tout le parcours de la victime. Six ateliers allant du dépôt de plainte à la prise en charge juridique et psychologique de la femme est des enfants ont rythmé cette journée incontournable.



Au cours de scènettes, des comédiens ont reproduit le parcours d'une femme battue. Crédit photo: Linda Mansouri

100% d'augmentation des violences conjugales

« Avec la Covid-19, la période a été inquiétante, confie Eric Maurel. Au tribunal de Nîmes, nous avons observé une augmentation de 100% des cas de violence. 1 780 violences intrafamiliales et 780 violences

Ecrit par le 4 février 2026

conjugales ont été recensées. Nous avons assisté à la massification des dossiers avec quasi systématiquement des déferlements. » De manière empirique, certains facteurs ont détérioré les relations, dont la promiscuité et le caractère anxiogène de la pandémie. La création de l'observatoire des violences du Gard a d'ailleurs fait suite au confinement, une période durant laquelle a été constatée « une explosion des violences conjugales et intra-familiales », d'après [Véronique Compan](#), procureur-adjoint de la République de Nîmes.

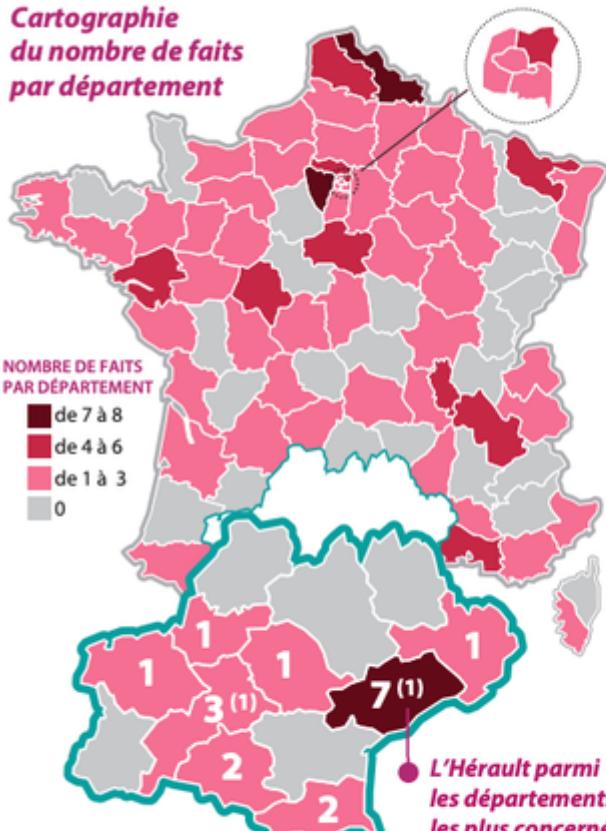
Occitanie, 2e région la plus touchée

Selon [Iulia Suc](#), directrice du cabinet de la préfète du Gard, les violences conjugales sont « un phénomène culturel, banalisé par la pub et les médias. » En 2020, 125 personnes sont décédées au niveau national, cela représente un décès tous les 3 jours. Parmi elles, 100 femmes. Depuis début 2021, 76 femmes ont été tuées. Au niveau local, le Gard est le 2e département le plus touché d'Occitanie avec 2 034 interventions des forces de l'ordre et 1 650 femmes victimes de violences conjugales en 2020. La région Occitanie affichait de tristes chiffres en 2019, comme l'illustre la carte ci-après.

Ecrit par le 4 février 2026

France : 173 morts violentes au sein du couple en 2019

**Cartographie
du nombre de faits
par département**



149 EN 2018 : +16%

146 ♀

FEMMES VICTIMES
(+25 par rapport à 2018)

27 ♂

HOMMES VICTIMES
(-1 par rapport à 2018)

+ 25 ENFANTS DÉCÉDÉS
dans le cadre de violences conjugales

TYPLOGIE DES FAITS

76%

commis au domicile
du couple,
de la victime
ou de l'auteur

31%

motivés
par une dispute
et 20% par une
séparation
non acceptée

19%

commis
par une femme,
motivés par des
violences exercées
à leur encontre

67%

commis
entre époux,
concubins
ou pacsés

LES VICTIMES

84%
DE FEMMES



LES AUTEURS

88%
D'HOMMES



© l'echo - Source : Ministère de l'Intérieur - Étude nationale des morts violentes au sein du couple | 2019

Source: Ministère de l'Intérieur.

Ecrit par le 4 février 2026

Les violences faites aux femmes (plaintes dont les victimes sont des femmes majeures)

Infractions	2017		2018		2019		2020	
	Total	Dont VIF*						
Homicides	2	2	0	0	4	3	1	1
Tentatives d'homicide	0	0	2	2	5	4	5	2
Coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels	88	531	1180	668	1187	806	1312	883
Séquestrations	15	6	10	5	16	5	5	1
Menace ou chantage dans un autre but que l'extorsion de fonds	378	128	481	135	481	165	500	177
Atteintes à la dignité et à la personne	234	6	159	10	324	32	352	0
Proxénétisme	5	0	15	0	0	0	3	0
Viols	56	16	63	22	58	28	65	25
Harcèlement sexuels	29	2	68	8	58	4	97	11
Atteintes sexuelles	71	12	31	7	71	5	73	9
Total	1678	703	2009	857	2204	1052	2413	1109

*VIF (*Violence intrafamiliales*)

En Vaucluse, département voisin, quelques chiffres sur les violences faites aux femmes. Source: SDIS 84

Observatoire de la violence dans le Gard

« Il y a quelques années, j'avais créé l'émoi dans les rangs lorsque j'avais proposé la création d'un observatoire pour la lutte contre les violences conjugales », déclare Eric Maurel en préambule. L'observatoire des violences faites aux femmes du Gard fait suite à la création du réseau départemental « Ensemble pour une égalité réelle entre les femmes et les hommes ».

En 2020, les élus du Conseil départemental ont voté à l'unanimité la création de cet observatoire pour

Ecrit par le 4 février 2026

permettre de fédérer un réseau partenarial, en lien avec le Centre d'information sur les droits des femmes ([CIDFF](#)) du Gard. Une action freinée par la crise du coronavirus, mais qui depuis ne cesse de s'amplifier. Un site internet, aidesauxfemmes.gard.fr a été créé pour permettre aux victimes de trouver les structures d'aides à proximité de leur domicile, en toute sécurité puisqu'elles peuvent le quitter en un clic mais aussi effacer leur visite de leur historique de navigation interne.

Dans le Gard, les mesures se sont multipliées, formation des policiers et gendarmes, sensibilisation à l'égalité homme/femme dans la sphère éducative, carte recensant tous les établissements de prise en charge (64 hébergements dans le Gard)... La sensibilisation a également franchi les portes des commerçants et pharmaciens pour une meilleure prise en charge de 1ère ligne. Les travailleurs sociaux ont vu leur temps de travail à la hausse. Ajoutés à cela, deux mesures supplémentaires : la création d'un fichier unique de suivi des auteurs et le renforcement du contrôle des armes. Du côté des structures de santé, une convention a été mise en place avec le CHU de Nîmes et l'hôpital d'Alès pour la prise en charge des plaintes.



Ecrit par le 4 février 2026

Une table ronde a été organisée avec Iulia Suc, directrice de cabinet de la préfète, Éric Maurel, procureur de la République de Nîmes, Béatrice Bertrand, présidente du CIDFF 30, le général Éric Chuberre du groupement de gendarmerie départementale, et le commissaire Emmanuel Dumas, chargé de sûreté départementale. Crédit photo: Linda Mansouri

Améliorer la circulation de l'information

C'est une première nationale, une convention a été mise en place au tribunal de Nîmes, dont les autres tribunaux de France commencent déjà à s'inspirer. « Ce protocole oblige chaque acteur judiciaire, le JAF (Juge aux affaires familiales), le juge des enfants, et bien d'autres, à porter à la connaissance de tous, les éléments du dossier pour une prise en charge totale et globale », explique Eric Maurel.

Selon le commissaire Emmanuel Dumas, un changement total de paradigme a eu lieu. Il déclare : « ne plus être livré à soi-même, mieux évaluer le danger, faciliter la parole, en dix ans la prise de conscience est considérable. Il faut également mettre à l'aise les fonctionnaires de police se retrouvant face à la détresse d'une femme ». Des référents experts ont été introduits dans le cadre de la formation des militaires. 450 actions de formation ont eu lieu au sein des gendarmeries et des groupements militaires. 250 militaires ont ainsi eu un point de contact avec ces référents experts en 2020.

Grenelle de l'environnement et ses mesures

Le Grenelle des violences conjugales est un ensemble de tables rondes organisées par le gouvernement français entre le 3 septembre et le 25 novembre 2019. Objectif ? Réunir des personnes concernées par les problématiques liées aux violences conjugales, afin de déterminer des mesures à prendre pour les combattre. 47 mesures ont vu le jour, renforcés par 6 mesures supplémentaires en juin dernier. Les modifications juridiques ont fait en janvier 2020 l'objet d'une proposition de loi qui a été adoptée.

Ecrit par le 4 février 2026



Elisabeth Moreno, ministre déléguée en charge de l'égalité homme/femme a tenu à soutenir l'événement gardois à travers un message vidéo. Crédit photo: Linda Mansouri

[Elisabeth Moreno](#), ministre déléguée auprès du Premier ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes a dressé un bilan du Grenelle des violences conjugales. Depuis, 2 000 nouvelles places d'hébergement ont été créées, soit une augmentation de 60%, 30 centres de prise en charge des auteurs de violence ont vu le jour, 1000 [bracelets anti-rapprochement](#) ont été distribués, 3000 [téléphones 'grave danger'](#), 90 gendarmes supplémentaires ont été mobilisés et l'extension de la ligne d'urgence 3919 a été mise en place, disponible 7j/7, 24h/24.

Le budget alloué a doublé depuis 2017. « J'ai pu constater durant mes immersions avec la gendarmerie une parfaite implication et une volonté de trouver des solutions face à l'intolérable. Nous examinerons dans le cadre du projet de loi de la responsabilité pénale tout le schéma, depuis le dépôt de plainte jusqu'à l'accompagnement judiciaire », déclare le député Anthony Cellier.

Ecrit par le 4 février 2026

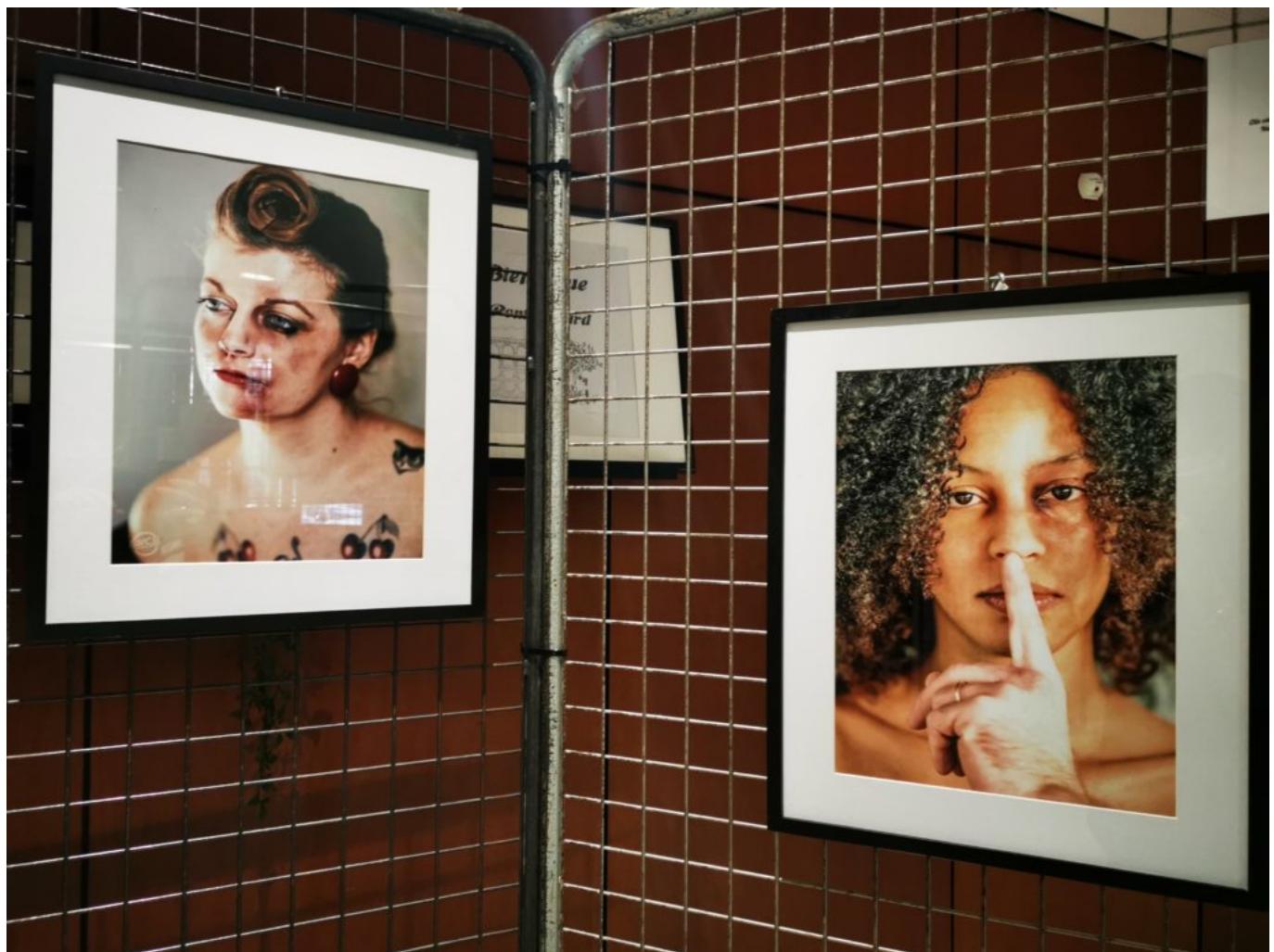
7 162 personnes informées par le CIDFF du Gard

Le [CIDFF du Gard](#), Centre d'information sur les droits des femmes et des familles est un lieu d'accueil, d'écoute, d'information et d'accompagnement sur les droits pour tout public et en particulier les femmes. La structure exerce une mission de service public confiée par l'État. Son objectif est de favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes et l'Égalité entre les femmes et les hommes. Le CIDFF Gard privilégie une prise en compte globale des situations vécues. L'information est confidentielle et gratuite. En 2020, le CIDFF du Gard a informé 7 162 personnes, 2 443 entretiens ont été réalisés dans le domaine juridique, 467 entretiens par un psychologue, 224 sessions d'information collective ont été réalisées avec 2 599 participants.

Manque de moyens humains, financiers et matériels

Béatrice Bertrand, directrice du CIDFF Gard et engagée depuis 27 ans pour la défense des femmes battues, salue les efforts déployés tout en soulignant le manque de moyens. Certaines associations regrettent que les actions entreprises ne soient pas à la hauteur du problème, et, notamment, que ce Grenelle n'apporte pas de réponse satisfaisante au manque de moyens financiers dédiés à la lutte contre les violences conjugales en France. Le budget annoncé de 360 millions d'euros est dénoncé par plusieurs sénateurs et militants comme relevant d'un affichage trompeur, avec une augmentation très faible par rapport aux années précédentes.

Ecrit par le 4 février 2026



Crédit photo: Linda Mansouri

« Il faut vraiment commencer par une chose : écouter et croire, c'est le principe de crédibilité, explique la directrice dont le dévouement a été salué par la remise de la légion d'honneur. Le parcours est semé d'embûches, nous avons vraiment besoin que toutes les plaintes soient prises, certaines restent encore sans suite. Pour cela, il faut un traitement judiciaire prioritaire et sans délai. Les JAF devraient délivrer des ordonnances de protection de 6 jours. » 80% des victimes sont des mamans, les dégâts physiques mais aussi psychologiques sont considérables. Les entretiens avec un psychologue ? « Trop long dans le public, trop cher dans le privé. » Béatrice souhaite également que la sécurité sociale prenne en charge à 100% la consultation psychologique.

« Il faut plus de moyens humains, financiers et matériels, appelle la directrice. Je cherche des financements en permanence. J'ai appris que le poste de référent violence n'est pas financé, donc j'ai malheureusement du le stopper. » Elle préconise d'aller voir ce qui se fait ailleurs comme en Espagne où des tribunaux spécialisés ont vu le jour ainsi que des systèmes informatiques sophistiqués permettant de

Ecrit par le 4 février 2026

diminuer la récidive de 63%. Le chemin est encore long, les efforts à consentir encore nombreux, mais tout porte à croire que l'action française s'ancre chaque jour un peu plus dans une dynamique positive.

Avignon accueille les femmes victimes de violences



Dans la continuité des actions menées par la ville d'Avignon pour la protection des femmes victimes de violences, comme la réhabilitation d'un bâtiment situé route de Tarascon pour l'hébergement de celles forcées de quitter leur domicile, un dispositif d'accueil est désormais mis en place dans six lieux d'Avignon.

Ecrit par le 4 février 2026

Accompagnée de trois policiers municipaux suppléants, la brigadière-cheffe principale Corinne Mallet s'est rendue dans les mairies annexes du Pont-des-Deux-Eaux, de Montfavet, de Monclar et de la Trillade, ainsi que dans les postes de police municipale du centre-ville (place Pie) et de Saint-Chamand, où des espaces dédiés ont été mis en place afin d'accueillir, écouter et orienter dans les meilleures conditions les femmes victimes de violences.

Impulsé par la Ville et fort d'un partenariat avec le tissu associatif local ([Rheso](#), Olef Vaucluse, [L'embellie](#), le [Cidff 84](#), le Collectif du Droits des femmes, le [Planning Familial](#) et l'[Amav](#)), ce dispositif sera coordonné avec le Service de protection des familles de la [police nationale](#). Une formation sur « la problématique des violences conjugales, comprendre pour mieux accueillir et orienter » dispensée par l'association Rheso a été suivie par les quatre policiers municipaux, cinq agents d'accueil des postes de police municipale annexes et trois médiateurs du département 'Tranquillité publique'.

Permanences :

- Pont des Deux Eaux (Mairie annexe 7 rue Laurent Fauchier) - lundi après-midi de 14h à 17h
- Centre-ville (Poste de Police municipale annexe Place Pie) - mardi et vendredi après-midi de 14h à 17h
- Trillade (Mairie annexe 106 avenue de la Trillade) - jeudi matin de 9h à 12h
- Saint-Chamand (Poste de Police municipale annexe 11 avenue Antoine de St-Exupéry) - jeudi après-midi de 14h à 17h
- Montfavet (Mairie annexe 8 square des Cigales) - vendredi matin de 9h à 12h

Adresse mail : permanences@mairie-avignon.com. Numéro de téléphone unique accessible tous les lundis, mardis, jeudis et vendredis de 9h à 12h et de 14h à 17h : 07 61 10 24 82